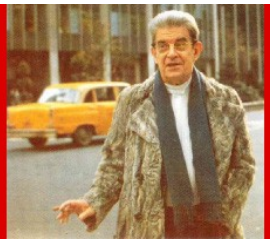
Le maître de demain, c'est dès aujourd'hui qu'il commande — Jacques Lacan

Lacan Quotidien



n° **751** – Samedi 2 décembre **2017** – 09 h 34 **[GMT + 1] – lacanquotidien.fr**

Explorations analytiques

EN AVANT

Editorial

Nos moyens propres, de Christiane Alberti

AGGIORNAMENTO DES ÉCOLES

« Champ freudien, Année zéro » dans l'ELP, par Miquel Bassols

LECTURES

Prince aboli de motérialité sonore, par Nathalie Georges-Lambrichs

LACAN COTIDIANO N° 28

Vilma Coccoz, Joaquín Caretti, Neus Carbonell

ÉDITORIAL

Nos moyens propres

par Christiane Alberti

La récente élection présidentielle en France fut l'occasion d'une expérience inédite pour des psychanalystes, expérience dont nous avons à tirer les conséquences. Dans le contexte d'une défaillance des politiques à contrer la possible élection à la magistrature suprême d'un représentant de l'extrême-droite, il s'est agi, à partir de l'acte posé par J.-A. Miller, non seulement de rallier l'opinion éclairée à un combat anti-Marine Le Pen mais aussi de travailler à la constituer. Nous avons joué notre partie en tant qu'acteur de la société civile, en misant sur nos propres forces. Et c'est à partir de notre condition de psychanalyste, que nous avons pris position publiquement sans que ce soit une position partisane.

Comment rendre compte de cette position, à la fois non partisane et en phase avec le discours analytique ? Une position qui trouve sa cause au-delà des partis, dans la psychanalyse.

1) Réalisme supérieur

Les options que nous avons prises sont la manifestation d'un point de vue éthique. Il a consisté, en particulier, à tirer les conséquences de l'abstention et du vote blanc. Un principe de réalisme supérieur qui, à suivre Hegel, trouve sa référence dans sa morale objective (1), nous a guidé à chaque étape de cette campagne. Ce principe consiste à s'attacher aux conditions concrètes, pratiques, de réalisation de la chose à atteindre – soit contrer l'élection de MLP –, en dépit de tous les obstacles qui se présentaient. Nous voulions que MLP ne soit pas élue. Nous voulions que les conditions matérielles et discursives de notre pratique soient préservées, mais pas seulement.

2) Désir de démocratie

Cette perspective nous a notamment conduit à opposer la référence à l'état de droit à la pente populiste – qu'il s'agisse de la tendance issue du courant proprement anti-lumières ou de la protestation romantique chère à la France. C'est du droit que le peuple tient sa définition, et sa norme réside dans la forme de la loi. L'état n'est pas ici assimilable à la puissance, ni à la force, ni à la violence, mais au droit et à la loi – œuvres humaines sans cesse en mouvement, contrepoids à la *vox populi*, si l'on veut bien considérer avec Blandine Kriegel (2) que l'état moderne ne procède pas de l'empire romain germanique mais du renouveau républicain des royautés de la Renaissance. Il est une création permanente qui n'appartient à personne, mais à tous, une institution qui n'est pas au-delà, mais par et pour les individus. Il est en tout cas utile de s'interroger sur l'état de droit aujourd'hui à un moment où l'on voit remettre en cause le principe de la représentation et du parlementarisme ainsi que les projets peu crédibles de régimes constitutionnels alternatifs. Au reste, cette critique est ancienne et a toujours accompagné la théorie de l'état moderne.

Il ne s'agissait pas seulement de défendre l'état de droit parce qu'il conditionne la pratique de la psychanalyse. Il ne s'agissait pas non plus d'une position légitimiste. Cette référence au politique, est d'une autre portée : un désir qui ressortit d'un choix forcé.

Partant d'une situation donnée, peut-on considérer qu'il y a aujourd'hui une alternative aux idéaux démocratiques ? Non. Dans tous les cas, nous avons affaire non pas à un état figé mais à un processus : l'état de droit permet la vie démocratique et c'est grâce à la vie démocratique que l'état de droit se réalise. La démocratie est conversation et pas seulement juridisme. Elle tient compte à la fois des lois et des mœurs démocratiques, des règlements et des conversations.

En somme, le contexte dans lequel nous avons à tirer des conséquences est celui d'une montée des populismes et du discours des technosciences qui exacerbent la ségrégation. Nous choisissons de nous inscrire dans le mouvement contemporain de la démocratie, et non de nous en extraire au nom de l'extraterritorialité de la belle âme psychanalytique. C'est depuis cette place que nous pouvons introduire une subversion.

C'est ce que nous avons fait, entrant de plain-pied dans la discussion avec les députés – qui sont eux-mêmes des sujets divisés – sur un projet de résolution visant à interdire la psychanalyse avec des autistes. Il a fallu une campagne en direction de l'opinion pour que la résolution soit rejetée par la majorité des groupes de l'Assemblée nationale – ce qui n'était pas acquis d'avance. Plus précisément, choisir la subversion nous donne une place, alors que l'opposition pure et simple, sans engagement dans le débat, équivaut à renforcer ce que l'on dénonce. Certes ce sont des signifiants avec leur poids d'imaginaire, ce sont des idéaux mais peut-on s'en passer ? Peut-on se passer de la notion de vérité en démocratie ? Je me réfère ici à Lacan considérant que nous vivons dans une ère de réouverture de la question de la vérité. Je signalerai également l'actualité du travail de Claudine Tiercelin, dans son cours au Collège de France intitulé « Connaissance, vérité et démocratie (3) », qui vise à réintroduire la question de la vérité en politique, et à mettre en question le relativisme cynique des *fake news*.

3) Consentement ou insoumission ?

Le débat qui a eu lieu lors de cette élection présidentielle a mis en jeu, le rapport que chacun entretient avec le signifiant-maître (S1). C'est parce qu'une analyse conduit à se distancier des identifications de masse, toujours ségrégatives, que l'on y fait l'expérience non pas d'une opposition aux S1 mais d'un usage des S1 autre que la capture par le S1. Le sujet est conduit à se séparer du signifiant-maître auquel le lie un poids de jouissance. Dominique Laurent en avait proposé l'heureuse formule : « un rapport droit au signifiant-maître ».

Le dernier ouvrage de Frédéric Gros (4), dont le titre « Désobéir », exprime toute une tendance de la vie politique française, où en termes de perspective politique, désobéir devrait être l'urgence impérieuse : la démocratie selon Gros y désigne « une tension éthique au cœur de chacun ». C'est à partir d'un *soi politique,* que, selon lui, se bâtissent les mouvements de désobéissance. On mesure que cette invitation à la désobéissance permanente au nom de l'obéissance, de la fidélité à soi-même repose entièrement non pas sur la supposition d'un sujet mais sur la référence d'un « soi indélogeable », d'une détermination individuelle, d'un colloque de soi à soi et avec d'autres tandis que le sujet lacanien n'est nul moi, nulle substance mais réalité transindividuelle : l'inconscient, c'est la politique.

Quelles conséquences ?

4) un lien social plus loin que la cure

L'actualité s'oriente de l'édition récente par Jacques-Alain Miller de la « Conférence de Louvain » de Lacan. Je retiendrai ici deux points qui nous éclairent. D'abord une détermination essentielle du malaise dans la civilisation par le discours scientifique – plus spécifiquement par les technosciences – en tant qu'il s'impose comme idéologie dominante des sociétés contemporaines. En nommant, en ciblant la crise ouverte par la généralisation des effets du savoir, Lacan signale la remise en cause de toutes les structures sociales. On pourrait penser que l'universalisation, inhérente aux effets du discours scientifique, homogénéise les rapports alors qu'au contraire elle augmente la ségrégation. Les dispositifs qui permettaient l'intégration, voire l'assimilation des individus dans une société, toute la puissance syncrétique du politique ont volé en éclats. Le déclin du commun s'accompagne d'une poussée planétaire de ségrégation.

C'est dans ce contexte discursif, que Jacques Lacan propose de faire de la psychanalyse le champ d'un exercice plus étendu que celui de la cure. Le lien social absolument inédit qui se noue entre analyste et analysant, qui décale du « *moi* et *toi*, *nous* et *eux* » peut s'étendre au-delà de la cure. L'expérience de l'analyse permet de miser sur les ressources du discours, qui n'est rien d'autre que « le lien entre ceux qui parlent ». La politique, c'est au fond le lien social. Et c'est notre arme face à la pulsion de mort : « En définitive, il n'y a que ça le lien social » (5), soit ce qui fait tenir les corps ensemble, alors que leur jouissance génère plutôt la ségrégation.

En ce sens, la psychanalyse veut du politique. Comme elle le désidéalise, son influence est celle d'une contagion, décrite en ces termes par Jacques-Alain Miller « une dilatation tranquille, l'expansion d'un parfum, un esprit invisible qui s'empare de toutes les entrailles, de tous les organes de la vie spirituelle – vous aurez reconnu les termes de Hegel à propos des Lumières dans la *Phénoménologie de l'esprit* » (6). Les psychanalystes peuvent contribuer utilement au débat public, sur les questions politiques, sur les questions de l'intime ou de société. C'est l'ambition du forum de Turin. C'est en ce sens que j'entends ce que Lacan nomme dans sa conférence de Louvain « nos moyens propres ».

Intervention au Forum européen de Turin de l'EFP, « Désirs décidés pour la démocratie en Europe », *18 novembre 2017. D'autres interventions à ce Forum seront publiées dans le numéro de Mental à paraître en 2018.*

1 : « L'État est la réalité en acte de l'idée morale objective », Hegel, Principes de la philosophie du Droit, 1821, § 257.
2 : Kriegel B., *État de droit ou Empire ?*, Bayard, 2002.
3 : Claudine Tiercelin, Cours au collège de France, «Connaissance, vérité et démocratie», 2016-2017. Cf. ici
4 : Gros F., *Désobéir*, Paris, Albin Michel, 2017.
5 : Lacan J., *Le Séminaire*, Livre XX, *Encore*, Paris, Seuil, 1975, p. 51
6 : Miller J.-A., entretien « Lacan et la politique », Cités, n°71, 2016

« Champ freudien, Année zéro » dans l'ELP

par Miquel Bassols

Nous sommes à un moment crucial pour notre École, l'Escuela lacaniana de psicoanálisis (ELP), du fait de la conjoncture sociale et politique que nous traversons en Espagne. Dans cette conjoncture, comme jamais auparavant, l'École se présente comme Autre à elle-même et, par conséquent, elle rend chacun de ses membres Autre à lui-même. Cette conjoncture coïncide avec ce que nous connaissons comme une nouvelle époque pour les Écoles de l'Association mondiale de Psychanalyse (AMP) sous la dénomination « Champ freudien, Année zéro ». L'ELP, son Assemblée, ses membres devraient savoir converser sur ce que signifient, pour chacun d'entre nous, ce moment et cette conjoncture.

Zadig, une extension de l'École

« Champ freudien, Année zéro » (1) : c'est ainsi que Jacques-Alain Miller, le 11 juin 2017, a interprété le nouveau moment du Champ freudien et, partant, des sept Écoles de l'AMP. Il faut lire attentivement et relire autant que nécessaire ce texte bref. J.-A. Miller y met en acte – acte soutenu par son seul désir – ce nouveau moment. Et il convient de savoir si nous voulons, oui ou non, être à la hauteur de ses conséquences. Lu avec attention, ce texte dans lequel J.- A. Miller se déclare littéralement « prisonnier du monde qu'il avait créé », pourrait avoir les mêmes conséquences que la « Proposition du 9 octobre 1967 sur le psychanalyste de l'École », à laquelle se réfèrent ses premières lignes. Il s'agit de savoir si la psychanalyse finira par « rendre les armes devant les impasses croissantes de notre civilisation », impasses que nous rencontrons aujourd'hui sur des fronts variés et des formes différentes, qu'il s'agisse de la conjoncture politique ou d'un versant qui touche de plus près à notre expérience, celui où notre École est poussée à devenir une « association de psychothérapeutes », ainsi qu'il est dit dans ce texte.

En premier lieu il faut situer ce qu'est et ce que n'est pas le réseau impulsé à partir de ce texte intitulé Zadig .

Je vous en rappelle les paragraphes centraux :

« Le réseau politique lacanien mondial ne se confondra pas avec l'AMP ni avec ses Écoles, il en constitue plutôt une extension au niveau de l'opinion. À ce titre, il bénéficiera partout de l'appui de nos institutions et fera partie du Champ freudien au sens élargi du terme. [...] Dans le cadre fixé par mes premières décisions, champ libre aux initiatives ! C'est donc : "Champ freudien, année zéro". Tout recommence, sans être détruit, pour être porté à un niveau supérieur. Par un effet d'après-coup, je saisis maintenant pourquoi j'avais interrompu mon cours en 2011. »

Qu'est donc alors Zadig, Année zéro ?

« Zadig est un réseau politique lacanien mondial ». Un réseau est fait de nœuds, il ne fonctionne pas de manière hiérarchique comme les institutions *up-bottom*, de haut en bas, mais selon le *bottom-up*. Ce n'est pas non plus une superstructure, ce n'est pas un ajout posé comme un petit chapeau sur les Écoles pour les abriter de cet objet de crainte que serait « l'entrée de la politique dans l'École » comme on l'entend dire parfois. Cette politique, si nous comprenons réellement ce que ce terme veut dire dans l'enseignement de Lacan, est là depuis le tout début de l'École. Il s'agit alors de savoir la mener à ses ultimes conséquences, dans chaque lieu et sur chaque front où le malaise dans la civilisation se présente à nous.

Ainsi l'École et Zadig ne sont pas deux espaces distincts, l'un pour la psychanalyse, l'autre pour la politique (qu'il s'agisse ou non de celle des partis politiques). Cette distinction n'a pas d'utilité pour la psychanalyse, et moins encore pour empêcher que la politique n'entre à l'École, puisque l'École est, comme l'inconscient, la politique même. Il n'y a donc pas à s'efforcer inutilement de faire en sorte que « la politique n'entre pas à l'École » parce que la politique (quel que soit le sens qu'on lui donne) est déjà là depuis le début, et au moins depuis le texte de Lacan sur « La direction de la cure », où il distingue clairement politique, stratégie et tactique dans l'expérience analytique. Voyons donc comment la faire surgir depuis l'École elle-même, et de la bonne manière.

Zadig est donc l'extension d'un même espace, celui de l'expérience analytique, celui de l'expérience de l'École comme sujet et de ses conséquences politiques élevées au niveau du « groupe social », à « la masse » en termes freudiens. Et cela, selon le principe exposé dans « Psychologie des foules et analyse du moi » où Freud expose, dès la première page, que la psychologie sociale est une extension de la psychologie individuelle : « La psychologie individuelle est aussi d'emblée et simultanément une psychologie sociale, en ce sens élargi mais parfaitement justifié » (2) (citation rappelée maintes fois par J.-A. Miller à propos de Zadig).

Mettre chacun à sa place de sujet

Il convient de souligner que les conséquences de ce principe freudien sont développées par Lacan dans l'expérience même de l'École, comme l'action du sujet de l'expérience sur le groupe analytique. La question est maintenant – et c'est, je crois, le véritable pari lancé par J.-A. Miller avec Zadig – de savoir si nous pouvons étendre ce principe au groupe social lui-même et à sa politique, à partir de la psychanalyse. De fait, la question n'est pas tant de savoir si nous « pouvons » que de savoir si nous « devons », quand il s'agit de la survie même de la psychanalyse comme refuge devant le malaise dans la civilisation. Pour procéder à cette opération, nous avons besoin d'une École solide, clairement ancrée dans les principes analytiques.

Zadig est un réseau de nœuds pour mener à bien cette action politique, ce n'est pas une nouvelle association dotée de statuts, de membres et de cotisations. C'est la conséquence du désir du psychanalyste, de l'analyste de l'École, incarnée par une action orientée par l'enseignement de Lacan. Il reste encore à voir ce que veut dire ceci pour chacun des membres des sept Écoles de l'AMP, et en particulier pour ceux qui soutiennent l'autorité qui leur a été transférée par elles par la nomination d'Analyste de l'École. Ainsi le réseau Zadig a-t-il déjà un « effet d'après-coup » – l'expression figure aussi dans le texte de J.-A. Miller à un endroit très précis – sur l'École elle-même en la mettant face à sa propre responsabilité politique.

Pour le moment, comme président de l'AMP, je vois ce que cela veut dire de distinct, y compris parfois de contradictoire. Il n'y a pas à s'en plaindre, au contraire, il faut le prendre comme un point d'appui, pour faire de ce réseau de nœuds le lieu d'une véritable conversation psychanalytique sur les effets d'après-coup de ce que l'on appelle « la réalité politique du pays » sur l'expérience propre de l'École. Ici une véritable conversation analytique ne saurait être une addition de monologues, plus ou moins érudits, plus ou moins truffés d'idéologie sur ce qu'est cette réalité politique de nos pays. Ce n'est pas non plus un dialogue de sourds pour autant qu'il y a un autre. Une conversation analytique produit nécessairement des changements dans la position de ceux qui conversent et promeut ce que J.-A. Miller a situé, dans des textes qui ont succédé à celui cité, comme l'axe de la conversation analytique et qui vise à la distinguer des maximes kantiennes (3) :

- 1 : Penser par soi-même
- 2 : Penser en se mettant à la place de tout autre
- 3 : Toujours penser en accord avec soi-même

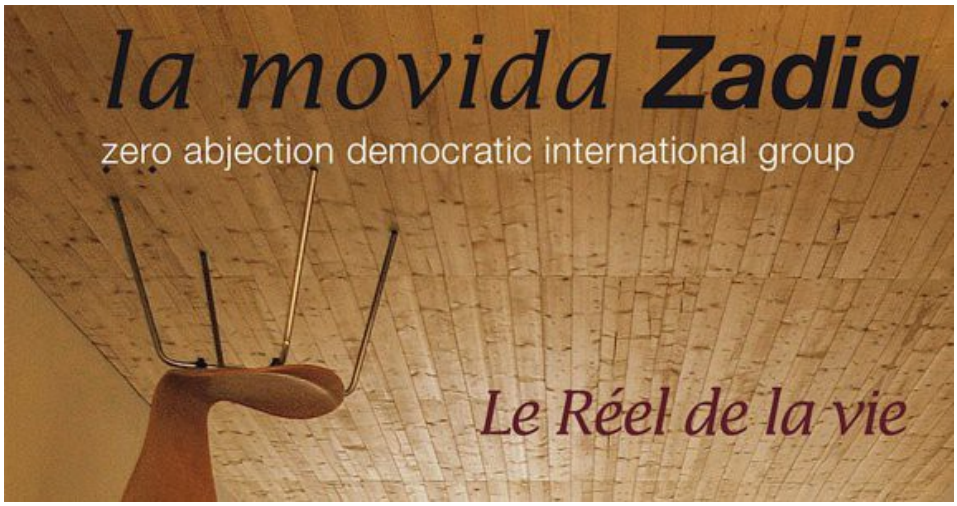
La seconde maxime de Kant – Penser en se mettant à la place de tout autre – est la plus importante des trois. Il s'agit en fait d'une identification, de l'identification de celui qui croit toujours comprendre l'autre en pensant que l'on peut se mettre réellement à sa place, mais qui, en même temps, ne cesse de convertir cet autre en ce qui est le plus semblable à lui-même. C'est le principe de l'effet de groupe, condamné à méconnaître le réel sur lequel il se fonde. La légère modification introduite par J.-A. Miller à cette maxime de Kant subvertit l'opération d'identification : mettre chacun, chacune des autres à sa place de sujet – ce qui est radicalement distinct. C'est la chute de l'identification groupale pour causer l'effet de division du sujet dans la structure de groupe, en pointant décidément le réel qui fait du collectif le sujet de l'individuel – selon l'expression de Lacan – (4), le sujet pour chacun des

individus du groupe. Il s'agit de faire de l'exception qu'est toujours chaque sujet du groupe, de la singularité de son *sinthome*, quelque chose qui vaudrait pour tous et pour chacun d'eux. Ce n'est qu'à partir de là que chacun peut parler nécessairement pour lui-même, et qu'il peut finalement parler en accord avec soi-même, avec ce soi-même singulier qu'est son sinthome. C'est là que chacun rencontre sa singularité.

Produire un tel effet dans le groupe implique nécessairement de se situer au lieu de *plus-un* de ce groupe, pour faire apparaître sa dimension de sujet, c'est donc nécessairement être hérétique par rapport à ce groupe.

Que serait une société de *plus-uns* identifiés à ce point du groupe qui ne fait pas groupe ? Laissez-moi l'imaginer un peu. Ce serait une société sans subordonnés ni insubordonnés, dans laquelle chaque sujet serait confronté à la différence absolue de sa propre singularité, ce qui veut dire confronté à sa place de sujet. Ce serait une société sans dépendants ni indépendants, mais plutôt faite d'interdépendants dans le pacte indissoluble de la parole donnée et de la parole dite.

Pour cela, il faut une politique du *gradus* et non pas une hiérarchie pour reprendre la distinction dont Lacan a fait l'assise de son École. À défaut de cette politique, la politique des hiérarchies imprègne de son inertie les effets de groupe inévitables.



Le choix de l'hérétique

C'est en ce sens que nous pouvons aborder ce que nous avons proposé d'appeler l'« *aggiornamento* démocratique » de nos Écoles. Il ne s'agit pas purement et simplement d'une mise à jour de leurs statuts sur les points où ils pourraient faciliter une meilleure représentation des majorités et aussi des minorités dans la vie de l'École et dans son fonctionnement. Il s'agit primordialement d'introduire de manière décidée la conversation analytique sur les impasses de la civilisation, où qu'elles se manifestent sans aucune crainte que l'École ne se fracture, parce qu'en réalité, elle-même est la meilleure expression comme sujet de cette fracture que nous nommons finalement le *sinthome*.

Je demande donc à *chacun* des membres de l'ELP, davantage qu'à *tous*, un soin et un effort spéciaux pour entrer clairement dans cette conversation, à contre-courant de la logique ségrégationniste qui envahit le pays et au-delà. Une conversation analytique sur ce qu'est la démocratie, dans le pays et dans l'École, sur ce que sont l'État de droit et les libertés civiles. Il s'agit sans nul doute d'un choix au sens très fort que le terme revêt pour nous et sans lequel le choix de l'École n'aurait pas le sens qui est le sien.

Le choix peut se faire entre ces termes : ou bien la démocratie se réduit au signifiant-maître identique à la légalité, à la norme juridique, ou bien cette démocratie est à la place d'une cause qui met chacun de ceux qui y participent à leur place de sujet, ce sujet que nous aimons toujours situer *hors de la norme*. Pour saisir le sens décisif de ce choix, il ne sera pas de trop de se référer au travail d'Alexandre Kojève sur la « notion d'autorité » dans lequel il définit la légalité comme le cadavre de l'autorité (5). C'est l'élection de « l'hérétique » que J.-A. Miller a exposée à la fin de sa dernière conférence à Turin (6) et située entre le signifiant-maître, S1, et l'objet *a*, cause du désir.

Il n'est pas si simple de distinguer S1 et *a*. Les objets *a* d'antan se recyclent de nombreuses fois comme nouveaux S1. Et par ailleurs les restes des anciens S1 se convertissent parfois en objets causes du désir dont on s'autorise. Par exemple : Dieu, patrie, nation, démocratie, république, École et aussi psychanalyse.

Dans une véritable conversation analytique, il ne s'agit pas de jouer à la post-vérité, dernier subterfuge rhétorique des médias de communication et des belles âmes intellectuelles pour annuler une véritable politique et autoriser un quelconque cynisme. Dans une conversation analytique, où chacun occupe sa place de sujet, il s'agit plutôt du temps de la *pré-vérité*, de cette vérité qui, en se disant, montrera qu'il n'y a pas de retour en arrière aux effets qu'elle aura produits sur chacun.

Et c'est ce *chacun* d'entre vous que j'interpelle pour entrer de manière décidée dans cette nouvelle époque du Champ freudien, Année zéro.

Traduction Pierre-Gilles Guéguen

**Allocution prononcée à l'Assemblée générale de l'Escuela lacaniana de psicoanálisis (ELP), tenue à Madrid le 10 novembre 2017.*

1 : Miller J.-A., « Champ freudien, Année zéro », *Lacan Quotidien,* n° 718, 11 juin 2017.

2 : Freud S., *Essais de psychanalyse*, Payot, 1981, p. 123.

3 : Miller J.-A., « Pour introduire NKM », *Lacan Quotidien,* n° 706, 25 mai 2017.

4 : Lacan J., « Le temps logique et l'assertion de certitude anticipée », *Écrits*, Seuil, 1966, p. 213, note 2 : « le collectif n'est rien, que le sujet de l'individuel ».

5 : Kojève A., *La Notion de l'autorité*, Gallimard, 2004, p. 63.

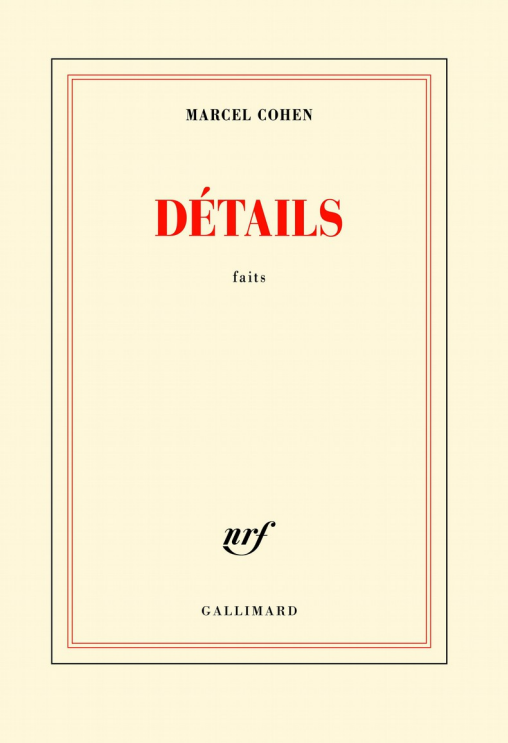
6 : Miller J.-A., « Les Hérétiques », 2e conférence de Turin 2017, *Mental*, n° 36, novembre 2017.

LECTURES

Prince aboli de motérialité sonore

par Nathalie Georges-Lambrichs

De toute façon, qui peut dire ce qu'il pense tant qu'il ne l'a pas lu quelque part ? Bien des écrivains eux-mêmes affirment n'en avoir aucune idée avant de l'avoir écrit.



Nul n'excelle plus que Marcel Cohen à donner du grain à moudre aux amateurs de psychopathologie de la vie quotidienne. Ainsi, *Détails* commence par un divertissement sérieux offert aux topologues, où la rencontre d'une série d'étiquettes insolites avec « l'homme », alias « le type du héros moderne qu'illustrent des exploits dérisoires dans sa situation d'égarement » produit la poésie même, involontaire, qui fore la matérialité pure pour lui ravir son ton, qui devient celui de la narration. Dans sa chambre, qui vire peu à peu à « la scène », un homme seul est la proie de la chemise qu'il vient d'acheter, puis du pantalon. Nessus bombardé par les messages insensés que l'une puis l'autre lui délivrent, il vire au clown malgré lui et déclenche chez le lecteur cette hilarité étrange qui taquine la douleur d'exister en même temps qu'elle menace d'implosion le corps du malheureux qu'elle possède, comme Kafka la décrit si bien à Felice pour lui prouver qu'il sait rire.

L'homme tentait de n'oublier aucune des épingles maintenant sa chemise neuve pliée sur son carton flexible, lorsqu'il découvrit deux étiquettes prises dans la couture latérale. Sous la manche, la première indiquait les recommandations d'usage en matière de lavage et de repassage. La seconde annonçait Made à China.

Ce n'était pas la première fois que l'homme s'arrêtait à des détails aussi ténus, ni qu'il relevait des fautes de syntaxe sur les étiquettes. Il lui fallut cependant un certain temps pour apprécier le comique consistant à ne traduire que la préposition, mais sans sacrifier l'accent grave du a. *Quelques jours plus tôt, il s'était interrogé sur le* Fabriqué au Taiwan *découvert dans sa trousse de toilette : le maniement des prépositions françaises, décidément, semblait plus délicat que le* in *anglais. Mais, dans la couture d'un pantalon, il était tombé sur un* Laver le dedans dehors *qui l'avait laissé plus perplexe encore. Il avait même trouvé cette variante :* Laver l'intérieur dehors. *Ces erreurs n'avaient rien d'étonnant... […]*

L'homme n'avait jamais pensé que l'attention qu'il vouait à des détails aussi insignifiants fût tout à fait normale. D'ailleurs…

L'homme médite. Il est le siège des pensées que fait surgir en lui ce que ses yeux perçoivent. Ou, plutôt que des pensées, est-il la proie de ce qu'il nomme des énigmes, et dont il s'applique à situer la provenance, le contenu, l'empan avec les mots les mieux ajustés à son descriptif. Oui c'est plutôt cela. L'auteur décrit. Il écrit de, là d'où il aperçoit, voit venir, va chercher ce qui à lui se présente, et donc au sujet de (c'est le *de* latin). Le choix des mots épouse celui des matériaux retenus qui feront cohorte pour le lecteur, puis évocations, et bientôt, par sympathie, réminiscences, associations, appropriation.

« Pour se justifier, l'homme finissait par avouer : s'il décidait de ne pas lire un livre sur la foi de quelques lignes, il n'avait pas besoin de beaucoup plus pour aimer un auteur qu'il n'avait pas lu » (p. 103). Dans le métro, sur un port derrière des jumelles, dans un lit d'hôpital, un regard naît, s'étend, se diffracte. Un regard lie et lit. Ce que faisant, il se définit comme la trace infime, insigne, animé par l'exigence par laquelle il s'égale au nom de *vida* : en miettes, en pièces détachées, délivrée.

Alors, son chiffre apparaît : l'œuvre de Marcel Cohen, composée de fragments et morceaux susceptibles de former autant de mobiles ou de mosaïques qu'il plaît au lecteur, est elle-même le palimpseste d'une doctrine de la mémoire dont l'écriture rappelle celle du Quichotte par Pierre Ménard. « Détails, gestes et paroles mémorables » s'y accumulent du fait de la persévérance d'un seul, qui y dévoile ce qu'il peut, à sa manière, attestant, par la réitération de ce geste, que la lettre, si elle tue par mégarde ou par détermination, ne le fait que pour mieux sauver ce qui sera resté de l'aventure humaine, soit « la folie de se croire Un à l'échelle du monde ».

Marcel Cohen, *Détails*, Gallimard, Paris, 2017, 196 p.

Lacan Cotidiano

El amo de mañana, comanda desde hoy — Jacques Lacan

nº 28

SUMARIO

Por una democracia para los seres hablantes — *Vilma Coccoz*

Los fracasos del independentismo — *Joaquín Caretti*

Nacionalismo y segregación — *Neus Carbonell*

Comunicado de condolencias de la Asociación Mundial de Psicoanálisis

---

Por una democracia para los seres hablantes

Vilma Coccoz (Madrid)

En los últimos días, por allí y por aquí, hemos podido escuchar un auténtico clamor en defensa de la democracia. ¿Es la democracia un significante amo?, se pregunta Miller. Y responde: "Sin duda. Es el significante amo de que no existe el significante amo", y por eso su forma contemporánea puede formularse como la "fractura" o la "experiencia de una verdad".

Lo real de la vida (1) democrática irrumpió en Cataluña el 1º de octubre, en la voz de millones de personas cuyo deseo, superando todos los obstáculos, era explícito: *"Votarem"*. Las interpretaciones de este movimiento colectivo sin precedentes le han conferido un valor determinado en función de los discursos en donde esa fractura política reclama, en tanto efecto de verdad, un sentido.

Siguiendo las enseñanzas de Jean-Claude Milner, podemos considerar que dicha fractura proviene de la colisión entre dos formas de democracia: la democracia como sistema político y la democracia como forma social. La homonimia exige la elucidación del sentido que adopta el

universal "todos" y a cuyo valiente análisis en la historia de Francia se aplicó Milner. La democracia como sistema político, propio de los seres hablantes, supone resguardar el lugar vivo de cada uno, pudiendo manifestarse en su nombre y con su voz en una lengua compartida. A su vez, el decir de cada uno requiere el consentimiento a la pluralidad como límite. Para que alguien pueda hablar, los demás han de callarse, no es posible la simultaneidad de dos seres hablantes, y el asesinato político es una *contradictio in terminis*. La exterminación de los judíos, quienes encarnaban la imposibilidad del universal (todos) pretendido por el nazismo (uno tomando la voz de todos) no puede ser considerada un mero hecho histórico sino un riesgo constante de la regulación de la vida en común, el de intentar acallar por todos los medios al disidente, al que no se pliega a la multitud. Por eso el momento de subjetivación del deseo de democracia en sentido político se anuda a la creencia en la realidad de las cámaras de gas, advertido de las formas sutiles que toma el negacionismo.

La democracia como forma social se establece en base a una mayoría ilimitada, resultante de la gestión de masas, propia de una política que trata a los seres humanos como cosas. El altísimo porcentaje de abstención muestra a las claras el colapso de las democracias actuales, en las que el poder cae en manos de una mayoría que no es real; se llega a gobernar mediante una perversión, una parte vale por el todo. Por eso cuando surge la fractura y millones de seres hablantes reclaman una política para seres hablantes, los representantes del poder del Estado conquistado mediante ese tipo de mayoría, intentan hacer valer su fuerza por medios autoritarios, con amenazas y coacciones, incluso con la cárcel. A falta de una autoridad auténtica, gestada en una democracia política, creen eliminar el no-todo valiéndose de las prerrogativas de una mayoría social derivada del silencio de las cosas. Cuna de la indiferencia y de la comodidad.

En Cataluña una parte de la población intenta hacer oír su voz como no-todos a favor de la independencia. Constituye una oportunidad de restablecer la política de y para los seres hablantes, instaurando una verdadera democracia política, apasionada y crítica en la que puedan llegar a pronunciarse para dirimir su futuro, el que les ata a una historia y al goce de diversas lenguas.

El presidente de la AMP, Miquel Bassols nos anima a un debate sobre la democracia en el seno de nuestras escuelas. Cierto es que la clínica lacaniana esclarece la política (2). Así lo demuestran nuestras instituciones, *la práctica entre varios* se sustenta en la limitación del todo, el respeto por la singularidad y la promoción de una autoridad auténtica, la que se somete constantemente al control de su acción. De ello resulta una convivencia regulada y pacífica, fértil a las invenciones, como pudimos constatar durante El *Primer Seminario Europeo de Intercambio sobre el trabajo con jóvenes y niños con TEA* que tuvo lugar en Zaragoza a finales de septiembre. Un acontecimiento así contagia el deseo de participar, de hablar la lengua política de los seres hablantes, la que palpita en una democracia verdadera.

1: Lo subraya Anna Aromí en su texto *¿Qué pasa en Cataluña?*
2: Según lo afirma J.-A. Miller.

Los fracasos del independentismo

Joaquín Caretti (Madrid)

1641, 1873, 1931, 1934 y 2017. Cinco fechas separadas por 376 años. Cinco fechas donde Cataluña intentó separarse de España y donde, en cada una de ellas, fracasó. Algunas sangrientas y esta última, aún en desarrollo, sin muertos y con encarcelamientos. Los tiempos han cambiado en Europa y ya no se admiten hechos violentos en el corazón de la misma. Ahora, por suerte, se trata de conseguirlo e impedirlo en democracia y con democracia.

Esto implica un sistema legal instituido en España, el *statu quo,* compuesto por los diferentes poderes —ejecutivo, legislativo y judicial— que se va a defender de cualquier subversión con todas las armas que el Estado de derecho le permite, incluso retorciéndolo un poco y forzándolo, como apreciamos, con encarcelamientos de cuestionable legalidad, dado que las leyes tienen un aspecto interpretativo que queda al arbitrio de los jueces. Así vemos cómo el Tribunal Supremo da tiempo a la defensa allí donde la Audiencia Nacional encarcela inmediatamente. En el mejor de los casos, existen instancias superiores que están habilitadas para corregir las desviaciones de jueces que puedan dejarse llevar por afanes alejados de la justicia. A su vez, el gobierno de España en manos del PP, apoyado por dos partidos políticos PSOE y Ciudadanos, se vale del artículo 155 de la Constitución que le permite intervenir la autonomía de Cataluña para rechazar la declaración ilegal de independencia. Situación inédita desde la instauración de la democracia.

Por parte del bando independentista constatamos cómo han sabido aprovechar los resquicios de dicho Estado de derecho y encontrar la manera de forzarlo, aun cuando las fuerzas no eran las suficientes, ya que si bien contaban con una mayoría parlamentaria —algo exigua por otro lado—, no lo era en número de votos ni podían aducir un consenso social claramente mayoritario, requisitos imprescindibles para una decisión de este calibre. El mejor ejemplo de dicho forzamiento de la legalidad lo vivimos los días 6 y 7 de septiembre en el Parlament de Cataluña con una votación que no respetó el propio reglamento de la Cámara, seguido de la imposición y realización de un referéndum declarado ilegal por el Tribunal Constitucional. Y también en las posteriores dos declaraciones de independencia, la del 10 de octubre —que sí, que no— y la del 27 de octubre con la declaración unilateral de la independencia —previa consideración por parte del Govern de renunciar a ella y convocar elecciones— y el nacimiento de la nueva República Catalana. Es decir, que se hizo nacer a la República de un modo claramente precario y sin contar con la mayoría del pueblo catalán. El entusiasmo que provocaba este ideal les hizo confundirse con respecto a la realidad en la que vivían. ¿Solo una confusión o un error político?

Lo que sucedió a continuación es conocido. La sabida respuesta del Gobierno con el 155, el descabezamiento del Govern y el Parlament, la convocatoria de elecciones autonómicas, el viaje inmediato a Bruselas de Puigdemont y el silencio del sector independentista. No ha habido silencio inmediato más atronador que esa falta de festejos, de manifestaciones, de algarabía, de emoción, de los dos millones de catalanes que, ilusionados desde hace años con la idea de una República independiente, habían puesto todo su empeño en conseguirla. Cuando la consiguen no lo celebran. El sábado 28 de octubre no salieron todos a la calle a decirle al mundo, y entre ellos mismos, la alegría que sentían. ¿Por qué se quedaron en sus casas? ¿Por qué los dirigentes no los

convocaron a celebrar y defender la conquista? Ahora se están organizando manifestaciones. Tarde ya, quizás. Con los dirigentes presos, se perdió la oportunidad. Estas manifestaciones ya serán otra cosa, serán defensivas. Incluso aunque fueran muy numerosas, ¿qué conseguirían?

Es necesario explicar esta falta de alegría y de respuesta de los catalanes que se quieren separar de España ante la consecución de la tan anhelada independencia. Podemos inferir, y es muy probable que así sea, que los dirigentes ya supieran que su lucha no iba a tener éxito por la inminente y radical respuesta del gobierno de España, por la fuga de empresas, por el no de Europa, y no supieron cómo frenar a tiempo. Sin embargo, esto no alcanza a explicarlo. Se percibe la adopción de una posición sacrificial en todo este movimiento final. Han preferido perder todo antes que parar a tiempo, reflexionar y acumular nuevas fuerzas. Eligieron desatar al nacionalismo español —y al catalanismo que no quiere la independencia— a cuya fuerza no tienen realmente con qué oponerse —salvo la apelación a la desobediencia civil, de difícil realización, a las manifestaciones callejeras y al anhelado apoyo del Otro europeo que nunca llega— entregando Cataluña en una sola pieza, en vez de proteger lo conquistado y buscar caminos quizás más lentos pero más seguros. La lógica de "cuanto peor, mejor" no tiene salida ya que en realidad es "cuanto peor, peor." Esta lógica mortífera es, a mi entender, lo que ha llevado al fracaso actual de la pretensión independentista. Esto es lo que no ha permitido celebrar nada.

Este intento fallido es de enormes consecuencias para la subjetividad de millones de catalanes que han hecho una apuesta de vida con la idea de conseguir una independencia que los conduciría a un país diferente y también para millones de españoles que no llegan a comprender esta deriva separatista, unidos como están a Cataluña por lazos inmemoriales. Se olvidaron, a su vez, del abismo que se ha tejido entre los propios catalanes, consecuencia de una sociedad dividida entre los que se quieren ir y los que se quieren quedar. Por otra parte, su mal cálculo histórico ha conducido a reforzar lo que querían hacer desaparecer.

Después del quinto fracaso, ¿no es hora de terminar con los sacrificios personales y políticos y encontrar otras vías donde las ansias de independencia y república puedan expresarse? ¿No es necesario interrogar a fondo la palabra "independencia" y lo que esta vela? ¿No es el momento de pensar un modo diferente de relación con España dentro de España? ¿No ha llegado la oportunidad de sumar todas las fuerzas para conseguir una España mejor, una República donde todas las particularidades puedan expresarse, tal como lo quieren muchos movimientos políticos? ¿No será la ocasión de que Cataluña encabece una apuesta más grande y generosa, menos excluyente e insolidaria, donde en vez de construir fronteras diseñe puentes?

Nacionalismo y lógica de la segregación

Neus Carbonell (Barcelona)

We few, we happy few, we band of brothers
W. Shakespeare, *Henry V*

Que el pasodoble "Y Viva España"—en versión de Manolo Escobar—, compuesto en 1972 por dos autores belgas (Leo Caerts y Leo Rozenstraten) y cuya letra original fue escrita en flamenco, se haya convertido en el himno de los constitucionalistas (o dinásticos o unionistas o setentayochistas) es solo una más de las ironías a que nos tiene acostumbrados la historia de España. La "impureza" de la canción, si supiéramos escucharla, sería un resquicio de esperanza para estos tiempos difíciles.

En esta contienda tan trágicamente española, y ahora un poco europea, que estamos viviendo quiero destacar la habilidad de quien ha sabido poner el tablero a su favor. En efecto, se trata del presidente del Gobierno, Mariano Rajoy, quien ha dispuesto las fichas de tal manera que ha conseguido que se jugara la partida según sus reglas para, desde luego, salir como ganador. Rajoy, habilidoso donde los haya, ha sabido esconder su idea de España profundamente anclada en la ideología de la derecha más nacionalista bajo el manto de la neutralidad amparada por La ley de todos los españoles, la Santa Constitución.

Rajoy, negándose a ningún tipo de debate territorial, apoyándose en la afirmación rotunda de que la Constitución no lo permite, haciendo de la Constitución la guardiana de la esencia del ser español y delegando en la judicatura la tarea de hacer entrar en vereda a los "secesionistas", ha transmitido, de una manera eficazmente silenciosa, la creencia de que España está en peligro. Y, por supuesto, "los catalanes secesionistas" son los responsables. Así, pues, sin necesidad de mencionar la España Una, Grande y Libre, sino usando los significantes "democracia" y "Estado de derecho", Rajoy ha sabido tocar el ser de lo español y despertar las pasiones. El territorio, entonces, se ha llenado de banderas, de soflamas nacionalistas. Las imágenes más alarmantes de esta maniobra son la de los guardias civiles partiendo de Málaga hacia Catalunya jaleados a los gritos de "a por ellos".

"A por ellos" se ha convertido en la consigna que, más o menos veladamente, aparece una y otra vez. Desde los eslóganes que se han escuchado en algunas manifestaciones hasta los redactados de la Fiscalía General del Estado, se trata de perseguir a aquellos que están poniendo a España en peligro. En definitiva, no se trata de un problema político sino de que España se encuentra ante la necesidad de la legítima de defensa. A partir de aquí, las acciones más o menos dudosas desde el punto de vista de las libertades civiles son perfectamente justificadas. Por ejemplo, pegar a manifestantes "sediciosos", aunque sean pacíficos, encarcelar a unos representantes elegidos democráticamente pero "golpistas", aunque sea con supuestos de problemática base jurídica. Si se persigue a los que amenazan nuestro ser, que el Estado se salte las garantías democráticas no nos importa. A "nosotros" no nos pasará, solo "a ellos", que se lo han buscado.

Se ha creado un efecto de grupo que, lo sabemos, no va sin la segregación. ¿Qué hacer con los "secesionistas"? No son mayoría, desde luego, pero son muchos, al menos dos millones de personas (y, por el momento ¡dos millones de españoles!). Cuando se le planteó esta pregunta a la

catalana ministra de Sanidad, Dolors Montserrat, respondió sin mover una pestaña: "Se les convence". Bueno, al menos fue más amable que Simón de Montfort en la cruzada contra los cátaros en la ciudad de Bram. Cuando le preguntaron cómo podrían distinguir a los cátaros de los que no lo eran, respondió: "Matadlos a todos, Dios ya decidirá".

A los enemigos de la patria o se los convierte o se les expulsa. En algunas manifestaciones se han visto consignas que rezaban: "Si no os gusta España, marchaos". Si las tesis del ala más radical del PP, como las FAES, se imponen y logran ilegalizar el independentismo, en España podrán solo haber "cripto independentistas". Sin duda, todo demasiado amargamente familiar. Aunque no ha hecho falta llegar a estos extremos para que la rueda de la segregación empiece a rodar. Incluso los discursos más amables, más aparentemente conciliadores, no se escapan a los efectos segregadores derivados de haber hecho de un problema político una cuestión jurídica. Es decir, de haber convertido un problema en que se juega el deseo en una cuestión dirimida por la norma.

Rajoy ha sido hábil no por haber despertado la furia nacionalista de la derecha, sino porque su maniobra ha atrapado a todos los sectores del abanico político, desde el centro a la izquierda, incluso a la izquierda que se quiere más a la izquierda. Veamos algunos ejemplos.

Empecemos con el artículo que publicó Javier Marías el 5 de noviembre en *El País*: "La gente es muy normal" (1). Empieza con una afirmación rotunda: "Cuando esto escribo, en el resto de España no percibo, de momento y por suerte, ninguna animadversión por los catalanes". ¡Bien, vamos bien! Pero más adelante matiza que lo que hay es "hartazgo de los políticos" y de "la masa que los sigue", ¡ojo al dato! ¡masa! Los que los siguen "a los políticos" han perdido por el camino la calidad de "catalanes" (y, por supuesto, de españoles). Y añade: "La minoría independentista es tan chillona, activa, frenética, teatrera y constante que parece que toda Cataluña sea así". Pero es que "dos millones largos a favor son muchas personas, pero que yo sepa, son bastante menos que tres y pico en contra" (¡ahora la cuestión es numérica!). Y sigue: "A estos últimos catalanes no se les puede echar [o sea, ¿a "los otros" sí?] , ni abandonarlos a su suerte, ni entregarlos a dirigentes autoritarios, dañinos y antidemocráticos". En fin, ¿qué decir de esta retórica de cruzada? Hay los chillones antidemocráticos que debemos echar, aunque sean dos millones y pico no son de los nuestros, de hecho no se merecen ni ser llamados catalanes. Los más de tres millones, sí, a estos a defenderlos. Bueno, juzguen ustedes mismos.

Pero es que la izquierda más a la izquierda tampoco ha sabido escapar de la lógica nacionalista española, tal y como la ha impuesto sutilmente la derecha. Sí, sutilmente, tanto, que parece que se defiende lo que es "de todos", "lo que nos une". Dirigentes de partidos como Podemos o Izquierda Unida se han manifestado públicamente a favor de un referéndum en Catalunya (no lo llaman de autodeterminación). Sin embargo, no esconden que sería un referéndum para que Catalunya "se quede". La unidad de España continúa siendo un bien supremo. Ponerla en cuestión tiene un coste electoral demasiado alto. Se trata de cambiar España para que continúe siendo España. Por eso los dirigentes no cesan de repetir: "No soy independentista". Y, en general, insisten en la idea de que Catalunya se quiera marchar es propia de insolidarios. Pero nunca sugieren que retenerla sea propia de egoístas. Ciertamente, su idea de España es diferente. En palabras de Carolina Bescansa: "Una España respetuosa con sus pueblos y naciones" (2). Sin embargo, ¡qué poco creíble debe ser la plurinacionalidad cuando se debe corear tanto! Asimismo proponen un proceso constituyente para toda España, obviando que no hay un movimiento en el resto del Estado que lo reclame. La demanda está solo en Catalunya. Hacer bascular esa demanda catalana hacia todo el territorio es una forma de diluirla.

Entonces, ¿qué podría haber sucedido en contra de la lógica de la segregación? Sin duda, y en primer lugar, que la pretensión de los "independentistas" hubiera sido atendida como una demanda digna de ser tomada en serio. Por otra parte, hubiera sido necesario sostener una verdadera conversación que dejara todas las puertas abiertas. Una conversación hubiera puesto los significantes amo a circular y los hubiera aflojado. En este caso hubiera sido necesario atreverse con: España, monarquía, Catalunya, independencia, nación, república, nosotros, ellos, y algunos otros significantes que a ustedes se les puedan ocurrir. En definitiva, hubiera sido necesario abrir un debate, respetuoso en las formas y en el fondo, y finalmente haber resuelto con un voto. Este proceso hubiera requerido de la valentía de atreverse a perder. Pero solo "hombres sin ambages" hubieran podido liderarlo. Solo así se hubiera realmente ganado, fuera cual fuera el resultado final.

1: http://elpaissemanal.elpais.com/columna/javier-marias-gente-normal/
2: http://www.eldiario.es/tribunaabierta/Espana-espanoles_6_697890242.html

Asociación Mundial de Psicoanálisis

Condolencias

Acabamos de recibir la triste noticia del fallecimiento, después de una larga enfermedad, de nuestro colega y amigo Ricardo Nepomiachi, miembro de la EOL y de la AMP.

"Nepo" fue unos de los fundadores, en la época del Primer Encuentro del Campo Freudiano en Caracas a principios de los años 80, del Simposio del Campo Freudiano, uno de los grupos que confluyeron en la creación en Argentina de la Escuela de la Orientación Lacaniana. Su intensa actividad y su saber hacer fueron decisivos para que la experiencia de la Escuela fuera posible a lo largo de estas décadas.

"Nepo", además de participar en múltiples instancias de la Escuela, fue miembro del Consejo de la Asociación Mundial de Psicoanálisis durante el periodo 2000 a 2004. Todos los colegas de las siete Escuelas de la AMP se han beneficiado de uno u otro modo de su relación decidida con la causa analítica y con la orientación lacaniana.

Queremos transmitir, en nombre de la AMP, a sus familiares, amigos y colegas, nuestras condolencias más sentidas.

El Buró de la AMP
Miquel Bassols (Presidente)
Guy Briole (Secretario)
Anne Ganivet-Poumellec (Tesorera)

Barcelona-París, 23 de noviembre de 2017

Lacan Cotidiano
Redactor jefe: Miquel Bassols
Redactora adjunta: Margarita Álvarez

Comité ejecutivo:
Jacques-Alain Miller, presidente
Miquel Bassols, Eve Miller-Rose, Yves Vanderveken

Lacan Quotidien, « La parrhesia en acte », est une production de Navarin éditeur
1, avenue de l'Observatoire, Paris 6e – Siège : 1, rue Huysmans, Paris 6e – navarinediteur@gmail.com

Directrice, éditrice responsable : Eve Miller-Rose (eve.navarin@gmail.com).
Rédacteur en chef : Yves Vanderveken (yves.vanderveken@skynet.be).
Éditorialistes : Christiane Alberti, Pierre-Gilles Guéguen, Anaëlle Lebovits-Quenehen.
Maquettiste : Luc Garcia.
Relectures : Anne-Charlotte Gauthier, Sylvie Goumet, Pascale Simonet.
Électronicien : Nicolas Rose.
Secrétariat : Nathalie Marchaison.
Secrétaire générale : Carole Dewambrechies-La Sagna.
Comité exécutif : Jacques-Alain Miller, président ; Eve Miller-Rose ; Yves Vanderveken.

pour acceder au site LacanQuotidien.fr CLIQUEZ ICI**.**